

Bilan des défaillances d'entreprises en France – Fin mai 2025

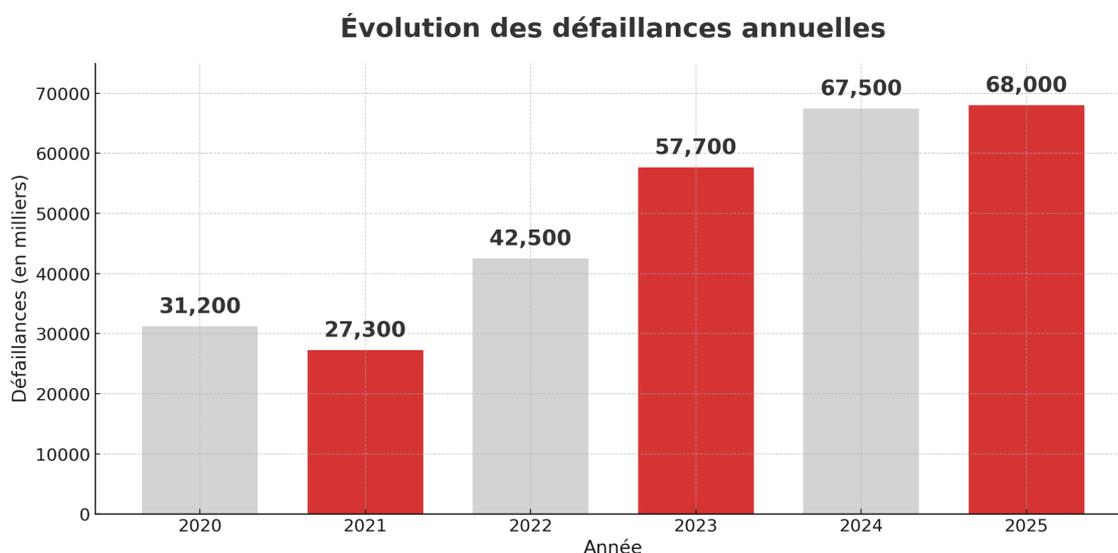
1. Contexte national : des niveaux encore historiquement élevés

D'après les dernières données de la Banque de France sur 12 mois cumulés :

- **Fin janvier 2025**, on comptait **65 844 défaillances** sur 12 mois cumulés, soit une hausse de **+14,8 % en glissement annuel**
- **Fin mars 2025**, ce chiffre atteignait **66 379** défaillances, soit **+12,2 %** sur un an
- **Fin avril 2025**, la progression ralentissait : **66 937** défaillances, **+10,6 %**
- **Fin mai 2025**, la stabilisation à ce point haut se confirme : **66 954** défaillances, soit **+9,1 %**
- **Fin juin 2025**, les chiffres devraient **se maintenir** dans ces zones de valeurs

2. Une décélération progressive, mais un niveau encore historiquement élevé

Après la phase de "rattrapage" post-COVID, la croissance du nombre d'insolvabilité ralentit, mais le niveau reste supérieur à celui des années 2010-2019 (59 000 environ). Cette décélération touche la plupart des secteurs et tailles d'entreprises.



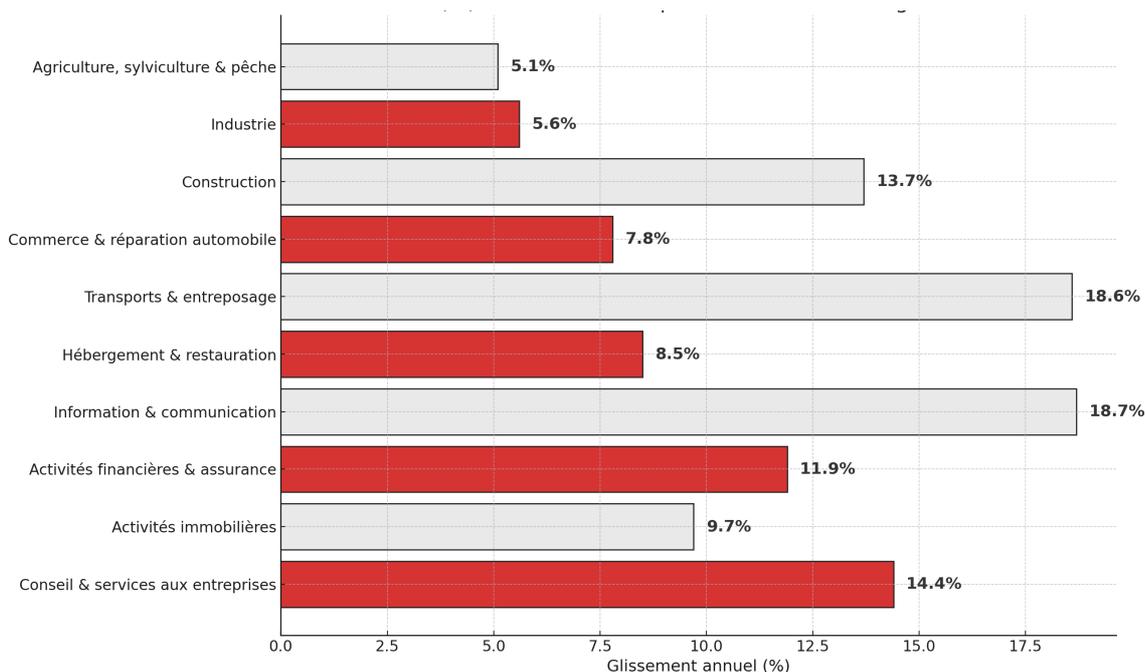
3. Zoom par secteur

Hausse annuelle du nombre de défaillances par secteur, c'est à dire l'**évolution en pourcentage par rapport à l'année précédente**. Le glissement annuel (%) indique la hausse du nombre de défaillances sur 12 mois glissants à fin avril 2025, par rapport aux 12 mois précédents.

Défaillances en nombre par secteur – 12 mois glissants à fin mars 2025 (Banque de France)

Secteur	Défaillances (en chiffre)	Glissement annuel (+)
Agriculture, sylviculture & pêche	1450	5,1 %
Industrie	4280	5,6 %
Construction	14868	13,7 %
Commerce & réparation automobile	13852	7,8 %
Transports & entreposage	3032	18,6 %
Hébergement & restauration	8900	8,5 %
Information & communication	2091	18,7 %
Activités financières & assurance	1671	11,9 %
Activités immobilières	2508	9,7 %
Conseil & services aux entreprises	8114	14,4 %

A. Par secteur d'activité : Glissement annuel en % sur 12 mois



Les secteurs des transports (+18,6%) et l'information et de la communication (+18,7%) restent le plus touché suivi des domaines **conseil, construction et activité financières**.

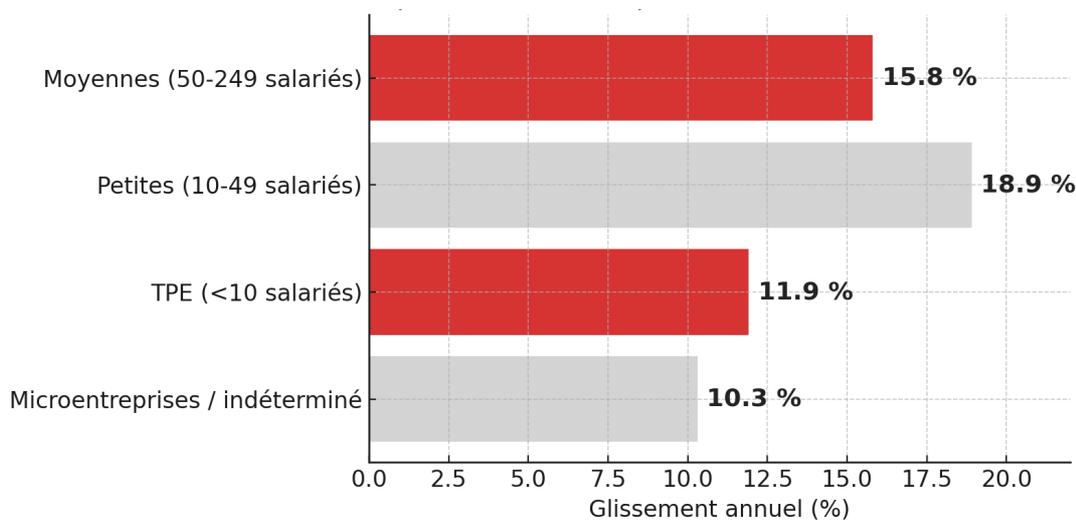
B. Par taille d'entreprise

Voici les **pourcentages de défaillances glissés sur 12 mois à fin avril 2025**, par taille d'entreprise, extraits des tableaux officiels **Banque de France – Stat Info Avril 2025**

Taille d'entreprise	Nombre de défaillances	Glissement annuel (+)
Microentreprises / taille indéterminée	61342	10,3 %
Très petites entreprises (TPE, <10 salariés)	3457	11,9 %
Petites entreprises (10–49 salariés)	1561	18,9 %
Moyennes entreprises (50–249 salariés)	513	15,8 %

Les **petites entreprises** (18,9%) sont particulièrement vulnérables, de même que les **Moyennes entreprises qui restent à un niveau de progression élevé** depuis l'année dernière (2024).

Glissement annuel des défaillances par taille d'entreprise - Fin avril 2025 - Banque de France



4. Facteurs explicatifs et contexte économique

1. **Pression sur la trésorerie** : L'allongement des délais de paiement crée des tensions, en particulier chez les fournisseurs. Aujourd'hui, 46 % des entreprises règlent leurs factures en retard.
2. **Hausse des coûts de financement** : Dans un contexte d'inflation persistante et de resserrement monétaire, l'augmentation des coûts de financement pèse lourdement sur les marges des entreprises.
3. **Secteurs surendettés et demande en berne** : Certains secteurs, comme la logistique et l'immobilier, sont particulièrement vulnérables face à l'alourdissement des charges et à la faiblesse persistante de la demande.

5. Conséquences pour les chefs d'entreprise

A. Risques accrus de trésorerie

Avec des délais de paiement en prolongement (+13 jours), les marges sont compressées ; les entreprises, notamment dans les chaînes de valeur, doivent anticiper le financement des créances clients

B. Gestion proactive du risque client

Il devient impératif de :

- Mettre en place **une surveillance régulière** du risque (information fournisseurs, notation...)
- **Anticiper les signes** de fragilité chez les clients
- Utiliser des outils comme l'**assurance-crédit**, qui protège contre les impayés et sécurise la trésorerie.

C. Importance stratégique de l'assurance-crédit

Ce dispositif offre :

- Une couverture contre le **risque de non-paiement**
- **Une image rassurante** vis-à-vis des partenaires et des banques
- Un support lors des **relances et expertises juridiques**

6. En résumé : points clés pour les dirigeants

- **66937 défaillances** en avril 2025 (12 derniers mois), en hausse de **+10,6 %** vs avril 2024 .
- Les **petites et moyennes entreprises** particulièrement exposées.
- Période de **fortes tensions sur la trésorerie** : délais de paiement record, coûts financiers élevés.
- **Assurance-crédit** : outil essentiel pour sécuriser le poste clients des entreprises.

Conclusion

Le premier semestre 2025 révèle un environnement économique difficile pour les entreprises françaises : **des défaillances toujours bien au-dessus des niveaux normaux** et une pression croissante sur la trésorerie.

Dans ce contexte, une gestion proactive du risque client, soutenue par des **dispositifs comme l'assurance-crédit**, s'impose comme une condition sine qua non de performance et de pérennité.

Dirigeants, restez vigilants et anticipez dès maintenant : la qualité de votre gestion du poste client peut faire la différence entre anticiper ou subir la crise.

Karine CARUEL

01.53.04.22.71

k.caruel@grouperouge.fr